

Penser l'État. Une relecture de l'historiographie récente sur l' « Estado Novo » (2010-2015)

Bruno Monteiro

Ces dernières années, une copieuse production intellectuelle sur l'*Estado Novo* (l'État nouveau) a vu le jour, comprenant un éventail de genres allant de la recherche historique la plus rigoureuse et innovatrice à la publication de témoignages, de biographies, de mémoires de personnalités liées au régime (ou à l'opposition). Au milieu de cela, est également apparue une production d'objets culturels à destination de publics plus larges, véhiculés par la télévision et par la presse (comme ce fut le cas de la mini-série télévisée intitulée *La vie privée de Salazar*, réalisée en 2008) ou qui s'inscrivent dans un registre littéraire (nouvelles, pièces de théâtre et romans)¹. La surabondance et la surexposition qui ont accompagné ce mouvement de récupération thématique de l'*Estado Novo* ne constituent cependant pas le signe incontestable d'une inhabituelle robustesse institutionnelle de l'historiographie contemporaine portugaise. Le transfert et l'inscription dans l'« espace public » de thèmes, de personnages et de sigles qui, auparavant, étaient seulement liés à l'espace de l'historiographie interviennent plutôt en parallèle à un processus de révision de la place occupée par l'histoire au sein de la hiérarchie sociale des savoirs. L'histoire se trouve en effet dans une position subalterne relative et connaît une marginalisation à l'intérieur du champ des disciplines académiques, un mouvement qui semble inclure l'ensemble des sciences sociales². À la différence des savoirs liés aux domaines technologiques et scientifiques (la médecine et les sciences de l'ingénieur notamment), qui ont capté d'importants appuis étatiques (et privés) et qui promettent de meilleures perspectives de carrière, l'histoire semble avoir été exposée à une progressive érosion de ses privilèges académiques et professionnels³. Tout d'abord, à cause de sa marginalisation relative dans les politiques de l'enseignement, en particulier par le biais de sa faible importance dans les *curricula* scolaires et les budgets étatiques. On assiste aussi à une grande porosité des frontières du métier d'historien, très perméables pour un ensemble de prétendants recrutés parmi les commentateurs médiatiques et les écrivains « à succès ». En somme, selon Luís Reis Torgal, la situation actuelle de l'histoire universitaire portugaise comme « discipline » semble préfigurer une conjoncture d'ample exposition à des principes d'hétéronomie symbolique, économique et politique. En fait, la hiérarchie de prestige

¹ Manuel Loff, « Dictatorship and Revolution : Socio-political Reconstructions of Collective Memory in Post-authoritarian Portugal », *Culture & History Digital Journal*, n° 3 (2), 2014. <http://cultureandhistory.revistas.csic.es/index.php/cultureandhistory/article/viewArticle/56> (consulté le 18 mars 2016).

² Luís Reis Torgal, *Estados novos, Estado Novo*, volume I, Coimbra, Imprensa da Universidade de Coimbra, 2009, p. 27.

³ *Ibid.*, p. 24.

des aires d'études universitaires (et des mondes professionnels qui leurs correspondent) place les « humanités », donc l'histoire, en bas⁴. À la marge des appréciations personnelles et collectives sur les circonstances actuelles, potentiellement surchargées en termes politiques, il serait utile de tester et de contrôler de manière systématique l'hypothèse selon laquelle les pressions soudaines et les urgences en cours sont en train de changer la situation institutionnelle de l'histoire en tant que « discipline » (et « profession ») et, en même temps, de transformer les divisions et les orientations dominantes au sein de l'historiographie portugaise.

Du reste, cette tension entre, d'un côté, la visibilité publique permise par la diffusion de ses préoccupations, de ses personnalités ou de ses vocabulaires dans la « sphère publique » et, d'un autre côté, un statut institutionnel et symbolique qui apparaît être aujourd'hui en déclin (notamment à cause des changements cités plus haut au sein des systèmes de l'enseignement secondaire et universitaire ainsi que dans les politiques publiques pour la science), semble réellement se transférer à l'intérieur de l'univers de l'histoire universitaire. Dans cette discipline, on remarque les implications que cette situation contradictoire a pour les orientations théorico-méthodologiques accessibles aux chercheurs et pour leur horizon de priorités de recherche. Il y a un peu plus d'une décennie, quand se manifestait la popularité croissante de l'histoire contemporaine parmi les « producteurs et les consommateurs » de savoirs⁵, des historiens soulignaient la conjugaison vertueuse qui reliait, successivement ou réciproquement, cet intérêt public et une réorientation des questionnements et des préférences théoriques dominantes. La promotion de l'histoire par les circuits de communication de masses (« l'histoire contemporaine vend au Portugal ») semble, d'un côté, correspondre au dépassement des « passions politiques » nées lors des convulsions politiques (c'est-à-dire lors de la conjoncture idéologique créée par la Révolution de 1974) et, d'un autre côté, se lier avec le « retour de l'histoire politique ». À l'intérieur de cette discipline, ce « retour » a amené au premier plan l'étude de « l'ordre politique », « identifiant ceux qui sont en position d'influence et cherchant à comprendre les motivations de leurs actions⁶ ». En matière de programme de recherche, ces auteurs ajoutaient que le rôle hégémonique détenu par le marxisme, le structuralisme ou l'école des Annales dans les années 1970 et 1980 (une entente théorique qui « suffoquait cette discipline ») est progressivement remplacé par l'« histoire politique » qui, pour sa part, a bénéficié, à partir des années 1990, de l'apparition de « pratiquants dévoués » et d'une « considérable présence médiatique⁷ ». Dorénavant, l'importance octroyée aux systèmes électoraux et aux élections, aux élites ou aux biographies de « personnalités » politiques va de pair avec cette « inversion de la tendance » qui a accompagné la « reconnaissance académique de l'histoire politique⁸ ».

⁴ Voir Fernando Luís Machado *et al.*, « Classes sociais e estudantes universitários: origens, oportunidades e orientações », *Revista Crítica de Ciências Sociais*, n° 66, 2003, p. 67.

⁵ Manuel Baião, Paulo Fernandes, Filipe Meneses, « The political history of twentieth-century Portugal », *e-Journal of Portuguese History*, n° 2 (1), p. 1-20, p. 1. [en ligne] https://www.google.fr/search?q=The+political+history+of+twentieth-century+Portugal&ie=utf-8&oe=utf-8&gws_rd=cr&ei=1T_rVoCvKMXtaNPeh6AB (consulté le 18 mars 2016).

⁶ *Ibid.*, p. 2.

⁷ *Ibid.*, p. 9.

⁸ *Ibid.*, p. 8-9.

Il vaut la peine de commencer ce texte en insistant sur l'importance que possède l'invocation d'un procédé réflexif qui amène non seulement à *penser avec des concepts*, mais aussi à *penser sur les concepts* utilisés par l'historiographie portugaise. Pour plusieurs raisons, nous ne pouvons pas cartographier de manière exhaustive le terrain historiographique de l'*Estado Novo*. Opportunément, nous choisirons de renvoyer les lecteurs intéressés par un état de l'art classique à des synthèses déjà réalisées par d'autres chercheurs. En contrepartie, nous allons présenter une vision synoptique des principaux courants qui traversent l'espace d'énonciation historiographique sur l'*Estado Novo*. Au cours de cet article, nous essaierons de nous écarter des taxinomies employées dans ces inventaires, comme celles qui séparent l'« histoire sociale et économique » et « l'histoire politique »⁹, ou, à un autre niveau, les « taxidermistes » et les « historicistes », l'opposition qui différencie les chercheurs qui insistent, respectivement, sur la nature « autoritaire » ou « fasciste » du régime¹⁰. Sans renoncer au patrimoine critique accumulé par l'historiographie portugaise depuis des années, nous commencerons par illustrer, bien que de manière succincte, la portée heuristique d'une révision critique préliminaire des concepts utilisés par l'historiographie de l'*Estado Novo*, concepts qui sont parfois utilisés sans questionnement¹¹. De cette manière, nous désirons augmenter les marges de la conscience explicite sur les limites dans lesquelles se déroulent les polémiques historiographiques actuelles. Dans une deuxième partie, nous nous concentrerons sur un ensemble sélectionné de travaux, tous publiés depuis 2010, qui étudient spécifiquement le rôle de l'État à l'intérieur du régime historique en cause. Bien que réduite thématiquement et temporellement, cette sélection bibliographique suggère trois lignes de recherche qui sont porteuses de virtualités inédites pour la connaissance de l'univers de l'État.

Une vision synoptique de l'historiographie portugaise de l'*Estado Novo* au XXI^e siècle

Les habitudes latentes de l'historiographie portugaise de l'*Estado Novo* ont permis la persistance d'une large préférence pour les récits personnalisés autour des « *leaders* » et des « élites » du régime¹². Selon Nuno Domingos et Victor Pereira, nous nous trouvons face à une symptomatique reproduction de la « vision élitiste » que le propre régime a essayé d'imposer sur lui-même¹³. Un symptôme particulier de cette manière de voir se trouve dans les propos qui affirment qu'au niveau des institutions, des normes et des régulations du régime, « tout était régulé et tout avait trouvé sa place précise et son sens en accord avec la manière dont Salazar désirait que

⁹ *Ibid.*, p. 2.

¹⁰ Fernando Rosas, « Cinco pontos em torno do estudo comparado do fascismo », *Vértice*, n° 13, 1989, p. 21-29.

¹¹ Cette historicisation de l'histoire de l'*Estado Novo*, qui reprend la proposition d'« herméneutique critique » de Jean Bollack, consiste à soumettre au questionnement non seulement la réalité historique qu'on prétend objectiver (l'histoire de l'*Estado Novo* au sens strict), mais aussi la succession de recherches et d'interprétations historiographiques produites et sédimentées sur l'*Estado Novo* (l'historiographie de l'*Estado Novo*), qui constitue, en tant que « canon » dans lequel se trouvent les conceptions envisageables par les chercheurs actuels, le filtre intellectuel dans lequel ils vont relire rétrospectivement cette période.

¹² Nuno Domingos, Victor Pereira, « Introdução », dans Nuno Domingos, Victor Pereira (dir.), *O Estado Novo em questão*, Lisboa, Edições 70, 2010, p. 7-39, p. 7.

¹³ *Ibid.*, p. 12.

cela soit fait¹⁴ ». Sous un modèle de domination patrimoniale, « actualisé dans ce régime conservateur et autoritaire de contrôle personnel, seul Salazar gouvernait¹⁵ ». De la même manière, cette manière de voir a permis de maintenir indiscutée une « matrice de placement des problèmes » qui travaille avec des « critères préétablis » et avec un ensemble limité d'options conceptuelles et méthodologiques qui privilégient l'étude des schémas légaux des appareils institutionnel, des systèmes de lois ou des programmes idéologiques, au détriment des « régimes de pratiques¹⁶ ». En accord avec cette manière de penser, la focalisation sur des fonds documentaires, comme les Archives Oliveira Salazar ou d'autres archives centrales de l'État, exprime cette « vision centralisée de l'exercice du pouvoir¹⁷ ». Une focalisation documentaire qui, inoffensive en soi, peut conduire, si elle n'est pas contrôlée, au mépris ou simplement à l'absence de la mobilisation systématique d'autres fonds, comme les archives régionales et locales, ou encore les entretiens réalisés dans le cadre de recherches en histoire orale.

La centralité concédée à des textes canoniques du régime, comme le Statut du travail national ou la Constitution, est également significative. Dans ces cas, les avantages d'une application rigoureuse de procédés herméneutiques peuvent amener avec eux, toutefois, une hypertrophie du politique, attitude qui prend le risque de la tautologie quand elle essaie d'expliquer le « politique » uniquement par le « politique ». Pour cette conception historiographique de l'État, ce sont surtout les initiatives qui viennent « à partir du haut¹⁸ » qui sont fondamentales. Les prérogatives appartiennent, voire se réduisent, aux instances institutionnelles ou aux *leaders* politiques. Il s'agit d'une attitude historiographique qui se traduit par une insistante personnalisation des manœuvres et des intrigues des circuits politiques des « élites ». Par conséquent, la bureaucratie de l'État se limite à une « administration docile » face aux passions et aux activités des personnalités politiques¹⁹. Dans ce raisonnement, ce sont les épisodes du calendrier politique qui marquent les rythmes et les ruptures du récit historique, scandé surtout par les solennités, les révoltes ou les élections par exemple. Ainsi, est promulgué le primat des conceptions politiques dans un régime qui, en tant que « salazarisme », plus qu'une simple « dictature "pragmatique" », est supposé incorporer et véhiculer une « vision "organique" de la société », mobilisant « tous les instruments sociaux et idéologiques de contrôle administratif, corporatif, éducationnel et propagandistique, tout comme l'élite, l'État et l'Église, pour faire de cette vision une réalité²⁰ ». Le métabolisme de l'univers politique de l'*Estado Novo* offre ainsi simultanément l'objet et les critères pour une lecture internaliste des règles de l'action de l'État. En conséquence de ce « stato-centrisme » prononcé de la recherche historiographique sur l'*Estado Novo*²¹, les pratiques des classes populaires (et des « laïcs » dans un sens large), qui ne sont pas toujours abordées dans des termes proprement politiques et qui résistent même à

¹⁴ Thomas Bruneau, *Politics and Nationhood. Post-Revolutionary Portugal*, New York, Praeger, 1984, p. 19.

¹⁵ *Ibid.*

¹⁶ Nuno Domingos, Victor Pereira, « Introdução... », *op. cit.*, p. 11.

¹⁷ *Ibid.*, p. 16.

¹⁸ António Costa Pinto, « Twentieth-Century Portugal : an Introduction », dans António Costa Pinto (sous la dir.), *Contemporary Portugal: Politics, Society and Culture*, New York, SSM-Columbia University Press, 2011, p. 1-54, p. 28.

¹⁹ *Ibid.*, p. 32.

²⁰ *Ibid.*, p. 44.

²¹ Nuno Domingos, Victor Pereira, « Introdução... », *op. cit.*, p. 19.

être inscrites dans des supports textuels, sont seulement signalées et encadrées dans des termes qui correspondent au point de vue des acteurs institutionnels qui les représentent ou les encadrent systématiquement, comme c'est le cas des instances policières ou, à l'inverse, des mouvements politiques de « résistance ». De la même manière, privilégier les énonciations et les mouvements de nature « politique » implique, en contrepartie, une myopie face aux pratiques et aux représentations qui se déroulent au sein d'espaces et de temps considérés comme « privés²² ». En conséquence de la primauté concédée aux textes et aux respectives institutions de production et de validation de « l'écrit », les classes populaires et, en termes génériques, les membres des collectifs politiquement marginalisés ou invisibles, sont condamnés à apparaître, soit comme des récepteurs passifs des interventions étatiques soit comme des potentielles causes de subversion de l'ordre²³.

Fernando Rosas présente la méthode qui inspire son programme historiographique en commençant par souligner la nécessité d'écarter les « abordages idéologiques de l'Estado Novo » autrefois existants « tant dans le champ de l'opposition au régime comme dans le champ de son apologie », mise à l'écart qui permet le dépassement des « circonstances historiques qui ont produit ces discours et les théories plus ou moins moralisantes²⁴ » sur l'Estado Novo. Cet historien caractérise l'Estado Novo comme la solution institutionnalisée du « cycle autoritaire du capitalisme portugais », solution convertie en « modalité nationale de dépassement autoritaire de la crise » des systèmes libéraux par l'intermédiaire du « pragmatique équilibre » de la coalition des « différentes droites de la droite²⁵ » réalisée sous la tutelle du régime. Il défend la nécessité de penser le régime comme le « processus » des transformations successives de la « plateforme qui a viabilisé le régime²⁶ », processus qui débouche, logiquement, sur l'impératif du « savoir durer ». Pour cet auteur, l'historiographie du régime a besoin en premier lieu d'une « explication articulée et d'ensemble » qui remplace le « descriptivisme empirique²⁷ ». En d'autres termes, pour voir le régime comme un « tout compréhensible et cohérent pour l'abordage historiographique », il est nécessaire d'avancer une « réponse interprétative » qui permet de trouver, à partir du « chaos empirique et déstructuré » des recherches, « une cohérence historique globale²⁸ ». À ce propos, l'auteur privilégie une « vision de l'histoire qui s'appuie, surtout, sur l'économico-social et sur le politique tandis que les domaines de la culture et des mentalités sont seulement convoqués s'ils peuvent éventuellement éclairer le reste²⁹ ». Dans cette perspective, il faut dès lors attendre une autre opportunité pour saisir les interdépendances qui existent entre les « structures du

²² James Scott, *Weapons of the Weak : Everyday Forms of Peasant Resistance*, New Haven, Yale University Press, 1985 ; Alf Lüdtke, « "A grande massa é indiferente, tolera tudo..." Experiências de dominação, sentido de si e individualidade dos trabalhadores alemães antes e depois de 1933 », dans Bruno Monteiro, Virgílio Borges Pereira (dir.), *A política em estado vivo*, Lisboa, Edições 70, 2013, p. 71-106.

²³ Pour une vision inverse, voir Javier Auyero, *Contentious Lives : Two Argentine Women, Two Protests, and the Quest for Recognition*, Durham, Duke University Press, 2003 ; ou Stéphane Beaud, Michel Pialoux, *Violences urbaines, violence sociale. Genèse des nouvelles classes dangereuses*, Paris, Fayard, 2003.

²⁴ Fernando Rosas, *O Estado Novo : 1926-1974*, dans José Mattoso, *História de Portugal*, vol. 7, Lisboa, Estampa, 1998, p. 13.

²⁵ *Ibid.*, p. 13.

²⁶ *Ibid.*, p. 13-14.

²⁷ *Ibid.*, p. 14.

²⁸ *Ibid.*, p. 14-15.

²⁹ *Ibid.*, p. 14.

pouvoir » et les « structures de la personnalité », pour employer les termes de Norbert Elias, ou entre les « conditions objectives de l'existence » et les « représentations symbolico-idéologiques » qui servent pour dépasser la brusque rupture entre « objectivité » et « subjectivité » dans les sciences sociales. Étant donné que cette proposition d'intelligibilité de l'*Estado Novo* cherche à suggérer une « vision d'ensemble de la période », elle propose, en conséquence, une « synthèse pionnière » au détriment des « micro-spécialisations chronologiques et thématiques qui, à partir d'un certain moment, perdent de vue l'essentiel : l'ensemble, c'est-à-dire, le réel historique³⁰ ». La logique transversale de l'*Estado Novo* se superpose ainsi à la pluralité des ordres d'action contemporains de ce régime, négligeant l'évaluation de l'économie des pratiques symboliques³¹. Obéissant strictement à cette vision holiste du régime, il reste à tester la pertinence de temporalités, de modèles de répartition du pouvoir ou de « règles du jeu » qui sont spécifiques à une multiplicité de champs d'action circonscrits³². En ce sens, l'essor de recherches spécialisées sur des contextes territorialement situés, qui correspondent, pour Rosas, à un « abordage spécialisé, tronqué », suppose la préalable réalisation d'une « synthèse globalisante » et nécessite un constant retour « à la considération de la totalité pour véritablement gagner du sens³³ ». Les études de cas, ainsi vues isolément, sont dès lors privées de leur statut épistémologique de « cas particuliers du possible », où il est possible de vérifier une imbrication entre les « macro-structures » économiques et sociales et les « micro-situations » locales³⁴.

Nous avons conscience de n'avoir réalisé, dans cette première section, qu'un exercice sommaire de présentation de l'historiographie hégémonique au Portugal, exercice insuffisant pour satisfaire les objectifs de clarté et d'exhaustivité qu'on attend des recensions collectives. Cependant, il est possible que cet essai d'objectivation de la pratique historiographique réussisse quand même à perturber les routines, manifestes ou latentes, qui marquent l'historiographie de l'*Estado Novo*. Après avoir souligné l'impératif d'auto-réflexivité pour les historiens et les chercheurs en sciences sociales, nous allons à présent mettre en avant plusieurs études historiques sur les institutions étatiques qui prennent des chemins de recherche qui, sans contrarier les connaissances obtenues par les travaux antérieurs, suggèrent des schémas d'interrogation et d'interprétation qui dérangent les convictions implicites de l'historiographie portugaise.

³⁰ *Ibid.*

³¹ Victoria Grazia, *The Culture of Consent. Mass Organization of Leisure in Fascist Italy*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002.

³² Sur l'importance d'ajuster les « échelles » temporelles ou spatiales, voir Georges Steinmetz, « The Colonial State as a Social Field : Ethnographic Capital and Native Policy in the German Overseas Empire before 1914 », *American Sociological Review*, 73 (4), 2008, p. 589-612 ; William Sewell, *Logics of history. Social Theory and Social Transformation*, Chicago, University of Chicago Press, 2005.

³³ Fernando Rosas, *O Estado Novo...*, *op. cit.* p. 14.

³⁴ Michael Burawoy, *The Extended Case Method. Four Countries, Four Decades, Four Great Transformations, and One Theoretical Tradition*, Berkeley, University of California Press, 2009. Pour une compilation de plusieurs dizaines d'« études locales » au Portugal, voir Bruno Monteiro, Joana Dias Pereira (dir.), *De pé sobre a terra. Estudos sobre a indústria, o trabalho e o movimento operário em Portugal*, Porto, Universidade Popular do Porto, 2013.

Promouvoir une « autre » vision. Trois manières de déranger les « habitudes de pensée » sur l'*Estado Novo*

Trois lignes de réflexion sur les institutions de l'*Estado Novo* à partir de travaux publiés depuis 2010 sont à souligner. La première propose de penser l'État et, en conséquence, les « organismes » bureaucratiques qui le composent, comme une configuration de relations de pouvoirs interdépendants. Ainsi, nous verrons par exemple comment le « monde du livre » constitue une sphère d'activité marquée par des tensions particulières, qui réfractent dans ses propres termes les impositions économiques et politiques de la société portugaise englobante. La deuxième ligne de réflexion met en avant l'importance que possèdent les mécanismes et les procédés mobilisés par l'État pour encadrer et manipuler la réalité sociale, imposant sur elle ses principes de classement³⁵. Sur ce point, nous verrons comment l'*Estado Novo* a inventé la notion d'émigration « clandestine » pour encadrer et trouver une solution aux impasses rencontrées par l'élite étatique et ses clientèles ou, pour prendre un autre exemple, comment le régime a prescrit et imposé un produit et une consommation apparemment « naturels », comme le vin, aux consommateurs portugais. Enfin, la troisième ligne de réflexion se penche sur les transactions qui se déroulent, sur le terrain, entre représentants étatiques et laïcs. Nous verrons en détail comment les modalités d'interaction entre, d'un côté, les mandataires de l'État (liés principalement, mais pas seulement, à « la bureaucratie de proximité » pour employer l'expression de Vincent Dubois), et, d'un autre côté, une pluralité d'acteurs, incluant les classes populaires, variaient entre négociation, coopération ou conflit en fonction des marges de manœuvre respectives. Pour chaque cas, plutôt que de glaner des illustrations, nous allons analyser comment ont été opérationnalisées les trois lignes de recherche tracées. Dans une note finale, nous soulignerons comment ces travaux historiographiques récents, qui contiennent en eux une promesse de rupture avec les « habitudes de pensée » dominantes sur l'*Estado Novo*, peuvent apparaître extravagants, par contraste avec les normes qu'elles violent.

L' « *Estado Novo* » comme configuration de relations de pouvoir

Pour la compréhension de l'« univers de production, de circulation et d'appropriation du texte imprimé » qui existait sous l'*Estado Novo*, il est nécessaire de montrer au préalable le poids que possédaient les « contraintes structurelles » sur la culture, en particulier celles qui découlaient d'un lectorat limité, d'un commerce du livre paupérisé et des « interférences d'institutions, surtout politiques », sur les lecteurs et les producteurs³⁶. Cependant, Nuno Medeiros montre ensuite l'avantage – et la nécessité – de comprendre la particulière tessiture de relations sociales structurées par la logique singulière du « monde du livre³⁷ ». Les tâches de l'édition étaient soumises à une multitude d'impositions matérielles et idéologiques, à commencer par l'interférence des institutions politiques et administratives de l'État sur les circonstances de la production textuelle. Utilisant une variété de dispositifs,

³⁵ Gérard Noiriel, *La tyrannie du national. Le droit d'asile en Europe (1793-1993)*, Paris, Calmann-Lévy, 1991, p. 22.

³⁶ Nuno Medeiros, *Edição e editores. O mundo do livro em Portugal (1940-1970)*, Lisboa, Imprensa de Ciências Sociais, 2010, p. 41.

³⁷ *Ibid.*, p. 34.

l'*Estado Novo* réprimait l'hétérodoxie dans les pratiques de l'écrit et de la lecture et, à l'inverse, promouvait et consacrait de manière sectaire la production livresque qui épousait les principes officiels du régime. Il arrivait également que le contact des lecteurs avec les matériaux textuels soit profondément hiérarchisé et compartimenté, en conséquence de l'illettrisme ou, du moins, de la scolarisation courte qui dominait à l'époque. Le précaire et balbutiant appareil technique de publication et de divulgation du livre, qui, pendant longtemps, a conservé ses caractéristiques artisanales doit également être pris en compte. De plus, le marché du livre était comprimé par des mécanismes de contrôle et d'intermédiation exercés par l'appareil corporatif. En dépit de tout cela, le « champ de l'édition » était, selon Nuno Medeiros « principalement déterminé par des facteurs d'ordre culturel³⁸ ». Les « tensions internes » entre éditeurs, séparés en fonction des lieux et des intérêts qu'ils avaient à l'intérieur du « marché du livre », impliquaient des postures et des stratégies différentes, voire opposées. Parmi ces tensions, nous trouvons celles qui opposaient « innovateurs » et « établis », ou « modernisateurs » et « artisanaux³⁹ » : les premiers, les plus jeunes habituellement, possédant moins de ressources et étant pour cela moins disposés à des « investissements » assurant des rétributions à long terme et visant principalement la réputation symbolique, jouaient le rôle de véritable « moteur de changement » pour les seconds, les « entreprises établies » sur le marché. Renforçant par la concurrence l'« impérieux besoin de perpétuation » que ces entreprises ressentaient, ce clivage structurel impliquait des stratégies compétitives qui créaient de la vivacité dans ce milieu périphérique de l'édition portugaise, où primait « un fonctionnement provincial⁴⁰ ».

De manière lapidaire, Nuno Medeiros propose ainsi que le « monde du livre » soit vu comme un « univers réticulaire de collaborations, conflits et positions » basé sur des « liens familiaux, des lieux de sociabilité, des réseaux de relation commerciale, des points et des lieux de contact communs ou semblables à ceux d'autres acteurs provenant de la littérature, de la politique, de l'université⁴¹ ». En d'autres mots, un « champ éditorial qui émerge comme un domaine social propre, édifiant à travers l'intervention de ses agents une des médiations les plus significatives entre les différentes instances de production et d'appropriation des idées et des savoirs⁴² ». Selon ces interactions, le « monde du livre » agissait comme un prisme qui réfractait les pressions économiques et les immixtions politiques qui surgissaient dans le contexte de l'*Estado Novo*. Cet ordre d'action possédait donc une logique intrinsèque qui ne peut pas être saisie seulement à partir d'autres oppositions de nature politique ou économique ; en fait, c'est plutôt cette logique qui sert de « catalyseur » pour convertir les interférences politiques ou économiques en tensions particulières à l'activité du monde du livre. Même si un « système de routine » s'est établi dans les rapports entre éditeurs et agents publics, la nécessité qu'avaient les maisons d'édition d'être en phase avec les interventions des instances de l'État, qui conciliaient des tâches de répression avec des tentatives de manipulation et de promotion de la culture réduites (la « politique du livre »), a créé des situations ambivalentes qui semblent nuancer les conséquences que l'apparition de la logique marchande a eue dans d'autres contextes nationaux de l'édition. De la même manière, ces

³⁸ *Ibid.*, p. 124.

³⁹ *Ibid.*, p. 264.

⁴⁰ *Ibid.*, p. 272.

⁴¹ *Ibid.*, p. 261.

⁴² *Ibid.*, p. 261.

circonstances permettent, sans paradoxe, la « superposition de l'intervention commerciale sur des préoccupations liées à des considérations pleinement culturelles » partagées par les éditeurs⁴³, une posture qui, en partie, apparaît comme une tentative d'abstention ou de démarcation face aux successives tentatives de contrôle de l'État. « De ceci résulte, d'un côté, que la variable culturelle n'a pas nécessairement produit des hiérarchies symboliques entre les éditeurs qui subordonnaient la littérature la plus massifiée ou (...) populaire à la grande littérature et, d'un autre côté, que le positionnement esthétique, commercial et même politique des éditeurs ne peut se réduire, de manière manichéenne, soit à l'appui à la dictature soit à l'opposition⁴⁴. » Ni les polarisations matricielles de la politique sont extrapolables automatiquement dans l'univers du livre, qui requiert une attention analytique à son métabolisme spécifique, ni les logiques élémentaires d'autres champs culturels nationaux sont semblables à celle de l'*Estado Novo* qui recombine les oppositions entre valeurs « commerciales », « esthétiques » et « culturelles » de manière originale.

L'ouvrage de Victor Pereira, *La dictature de Salazar face à l'émigration*, représente un jalon important dans cette rénovation récente de l'historiographie de l'*Estado Novo*. Tout d'abord à cause de l'importance des transferts intellectuels opérés, visibles tant dans l'innovation théorique et même terminologique qu'il a introduite, que dans la capacité de mobilisation de paradigmes transversaux à différents domaines de connaissances qui dépassent les limites strictes de l'historiographie traditionnelle⁴⁵. L'introduction au Portugal d'une « socio-histoire » inspirée par les travaux de Gérard Noiriel⁴⁶ vient déranger la clôture disciplinaire et les routines de recherche installées. La priorité de Victor Pereira a été d'interpréter l'*Estado Novo* sous le « prisme de l'émigration », l'amenant, d'un côté, à observer les politiques d'encadrement de l'émigration développées par le régime à partir des successives transformations qu'elles ont connues au fil des années et, d'un autre côté, les multiples stratégies par lesquelles l'émigration a été appropriée et discutée par « différents secteurs de l'État portugais » pour l'articuler « avec leurs manières de voir et leurs projets⁴⁷ ». Les politiques d'encadrement et les mouvements d'ajustement réciproque entre les différentes fractions de l'*Estado Novo* seront évoqués par la suite. Pour le moment, nous mettrons en avant comment ces préoccupations ont eu comme postulat que l'État a été entendu comme un « champ ». Le point de vue avancé dans cet ouvrage permet de dépasser les conceptions substantialistes ou mécanicistes de l'*Estado Novo*, les remplaçant par la vision d'un champ bureaucratique dans lequel les institutions et les agents « ne partageaient pas les mêmes conceptions, ils étaient en concurrence pour imposer leurs vision du monde, rendant leur coordination et leur direction difficiles pour l'État⁴⁸ ». En accord avec cette option, il interroge ensuite les pratiques en situation réalisées par les représentants – à tous les échelons – de l'*Estado Novo*, plutôt que de seulement faire

⁴³ *Ibid.*, p. 266.

⁴⁴ *Ibid.*, p. 288.

⁴⁵ Christophe Charle, « Introduction to part II », dans Christophe Charle, Jürgen Schriewer, Peter Wagner (dir.), *Transnational Intellectual Networks. Forms of Academic Knowledge and the Search for Cultural Identities*, Frankfurt, Campus Verlag, 2004, pp. 197-204.

⁴⁶ Gérard Noiriel, *Introduction à la socio-histoire*, Paris, La Découverte, 2005.

⁴⁷ Victor Pereira, *La dictature de Salazar face à l'émigration. L'État portugais et ses migrants en France (1957-1974)*, Paris, Presses de Sciences Po, 2012, p. 12.

⁴⁸ *Ibid.*, p. 12.

l'inventaire des prétentions et des justifications inscrites dans les discours et les textes de loi⁴⁹.

Voir l'État comme un réseau de relations de pouvoir qui s'étend, de manière invisible mais efficace, des cabinets ministériels jusqu'aux frontières nationales, va à l'encontre des conceptions du pouvoir comme une « chose » que l'on peut posséder et qui, dans certaines versions, repose uniquement dans les mains d'un Salazar omnipotent et omniscient. L'ouvrage de Victor Pereira rend visible la constellation d'acteurs politiques et administratifs qui s'investissent sur le terrain de l'« émigration », acteurs qui ne sont ni indifférents ni impuissants face à la réalisation des politiques étatiques sur une constellation de lieux et de personnes. Il s'agit, succinctement, de voir comment le pouvoir « circule par le biais d'individus insérés dans une chaîne d'interdépendance, de saisir comment la "domination à distance" exercée par l'État fonctionne à travers des institutions et des hommes dotés d'instruments (écriture, papiers d'identité, usage de la violence)⁵⁰ ». Pour illustrer cette orientation, Victor Pereira prolonge sa recherche en France, suivant le parcours des émigrants pour sonder les archives des autorités françaises, retrouver les interlocuteurs locaux et institutionnels que ces émigrants trouvaient dans ce pays, décrire les délégués de l'*Estado Novo* qui accompagnaient sur place la vie quotidienne des travailleurs portugais émigrés. Cette orientation permet de comprendre les instruments matériels et symboliques et les stratégies de surveillance et d'encadrement utilisées par l'État afin de contrôler les émigrants portugais à l'étranger. À ce propos, Victor Pereira met en avant « trois objectifs » : « reproduire l'encadrement qui a maintenu les Portugais hors de la politique ; perpétuer la coupure entre l'opposition politique et les classes populaires septentrionales ; endiguer les actions que peuvent préparer en France les individus et les groupes prétendant renverser le régime dictatorial⁵¹ ». De cette manière, l'auteur analyse les liens transnationaux qui constituent la condition sociale de l'émigrant portugais dans la simultanéité d'une constellation des locaux géographiquement distants.

La pensée d'État : l'invention de l'« émigration clandestine », la fabrication du « vin pour les noirs » et la conversion des ouvriers en « travailleurs corporatifs »

Au contraire de ce que désiraient les défenseurs de l'idée du « pays du soleil et du raisin », Dulce Freire étudie les conditions de possibilité qui ont permis, entre 1929 et 1939, les transformations des mécanismes politiques et institutionnels et les représentations symboliques liées à la « question du vin ». Les terrains d'action pour ces « stratégies » et « solutions » données à la « question du vin » sont marqués, à cette époque, par la conjonction de la « crise » économique mondiale, qui a eu des conséquences très négatives pour le secteur de la viticulture, et les circonstances d'« instabilité politique interne⁵² ». Cette conjoncture de « crise », qui était loin de représenter une situation nouvelle ni même exceptionnelle pour les producteurs et les commerçants de vin, reçoit alors une inhabituelle attention de la part de l'État. Dans ce cas, l'*Estado Novo* intervient par le biais de la « création d'un cadre normatif et

⁴⁹ *Ibid.*, p. 101.

⁵⁰ *Ibid.*, p. 100.

⁵¹ *Ibid.*, p. 297.

⁵² Dulce Freire, *Produzir e beber. A questão do vinho no Estado Novo*, Lisboa, Âncora Editora Freire, 2010, p. 16-17.

d'un puissant réseau institutionnel qui, survivant en bonne partie à la révolution de 1974, a été essentiel pour la gestion économique et politique du sous-secteur viticole jusqu'en 1986, lorsque le Portugal est devenu membre de la Communauté économique européenne⁵³ ». La nécessité de protéger, de contrôler et de valoriser le « marché interne », notamment parce que les opportunités d'exportation étaient bloquées et que les difficultés du ravitaillement de la consommation ou de l'écoulement de la production étaient chroniques⁵⁴, a amené l'*Estado Novo* à prendre l'initiative d'introduire une organisation corporative et une coordination économique pour résoudre la « question vinicole⁵⁵ ». En échange de l'acceptation des « nouvelles règles⁵⁶ », l'*Estado Novo* garantissait l'« exclusivité » de l'accès au marché pour les acteurs économiques inscrits dans les organisations corporatives. Ce même besoin a amené à miser dans des initiatives de promotion du « vin » portugais, qui se sont matérialisées par l'intensification de la consommation interne par le biais de la rénovation de la production et de la commercialisation et, de plus, par l'encouragement de la consommation avec la propagande. Face aux initiatives contraires qui prônaient l'abstinence, des interprétations idéologiques et parascientifiques ont été avancées pour détacher la consommation de vin de l'idée d'« alcoolisme » et pour tenter de recréer « le mythe de la bénignité exclusive du vin⁵⁷ ».

Le travail de Dulce Freire permet de contester le statut de « naturalité » octroyé à certains objets, idées ou « problèmes ». Les propriétés intrinsèques du vin n'étaient pas « naturelles » comme le montre la « bataille de la qualité » à laquelle l'*Estado Novo* a participé pour construire le vin comme un artefact investi par des prescriptions officielles de seuils et de mesures « biologiques », tout d'abord celles relatives à sa teneur en alcool, et par des « règlements qui légitimaient et imposaient l'acceptation de ces dispositions⁵⁸ ». N'étaient pas naturels non plus les modèles d'appréciation du vin, notamment les goûts (qui ont été « normalisés ») ou les volumes qui étaient consommés, volumes qui ont connu une croissance exponentielle durant l'*Estado Novo*. D'ailleurs, une preuve de la fabrication sociale du vin repose dans l'historicité des tentatives publiques et privées de manipulation des consommations, qui cherchent à répondre de manière harmonisée aux changements de la composition de la population, aux mouvements de l'« hygiénisme » matériel et moral des villes et, en articulation avec ces mouvements, aux initiatives de restriction et de prohibition associées à l'émergence de la caractérisation de l'alcoolisme comme « problème⁵⁹ ». De la même manière, le façonnement réalisé par les entreprises et l'État des habitudes de consommation des Portugais prend en compte « les nouveaux goûts et espaces de sociabilité⁶⁰ », conduisant les consommateurs populaires à enfin « apprendre à aimer » le vin commun bon marché.

À ce sujet, la recherche sur l'invention du « vin pour les noirs » est importante. Cette variété de vin rouge, de teneur en alcool bien supérieure à celle tolérée pour le marché métropolitain, se destinait à « envoyer aux colonies tous les excédents que les

⁵³ *Ibid.*, p. 19.

⁵⁴ *Ibid.*, p. 171

⁵⁵ *Ibid.*, p. 379.

⁵⁶ *Ibid.*, p. 206.

⁵⁷ *Ibid.*, p. 203.

⁵⁸ *Ibid.*, p. 22.

⁵⁹ *Ibid.*, p. 88-89.

⁶⁰ *Ibid.*, p. 90-92.

autres marchés refusaient⁶¹ ». Pour l'élargissement des marchés coloniaux, qui ont fini par absorber presque la moitié des exportations portugaises de vin, il a été nécessaire d'interdire la fabrication locale d'autres boissons alcooliques, même si elles correspondaient aux préférences des populations locales, et d'installer un réseau « d'agents commerciaux » qui ont diffusé la consommation de ce type de vin. Tout en mettant en relief la dimension impériale du Portugal, cette étude suit également les ramifications capillaires du système corporatif et des connections économiques du « monde vinicole » dans les contextes locaux de la région « ouest ». Cette option part du constat qu'on connaît peu « le poids local de la viticulture, sa contribution pour la différenciation régionale, pour les modalités de diffusion du capitalisme et pour la consolidation locale de l'État⁶² ». Par conséquent, l'auteure observe particulièrement la « région de l'Ouest » dont l'absence de critères géologiques et écologiques communs à toute la région a été supplée par l'intervention des catégories de classement et des mécanismes de ratification de l'État qui l'ont unifiée institutionnellement. De cette manière, nous voyons non seulement le processus de « construction territoriale et identitaire » de la région mais aussi comment les « élites locales » ont pu, à partir de ce mouvement, installer symboliquement l'idée, matériellement validée par le paysage, que l'Ouest était aussi une « terre de vin⁶³ », ce qui leur a permis, ensuite, de bénéficier d'un statut qui était également « synonyme de pouvoir économique et symbolique⁶⁴ ».

De retour à l'ouvrage de Victor Pereira, on peut voir que la manière dont l'État portugais a désigné l'émigration comme un « problème » et que les mécanismes d'encadrement qu'il a imposés sur le monde social, ont eu des implications rétroactives au sein de l'*Estado Novo* même, accentuant « les luttes de pouvoir (...) autour des enjeux de modernisation et d'insertion du pays au sein du système-monde⁶⁵ ». Du diagnostic de l'émigration comme « pathologie », qui a dû être imposé contre des interprétations concurrentes avancées par d'autres acteurs étatiques (qui la voyaient comme une « opportunité », par exemple), découle l'imposition et la promulgation de thérapies publiques, légitimées par cette représentation, pour gérer l'émigration dans des termes qui s'accordaient avec les intérêts d'une fraction privilégiée de la population. Bien que cette « élite » puisse ainsi instrumentaliser les technologies de légitimation et d'intervention de l'État, il est vrai que ces intérêts particuliers, par leur passage par les filtres législatifs et administratifs de l'État, apparaissent universalisés, voire mieux, nationalisés, considérés comme « intérêt national⁶⁶ ». La coïncidence entre la représentation « légale » de l'émigration et les conceptions d'une « élite économique et sociale » ne s'explique pas tant par le manque d'autonomie de l'univers de l'État, autonomie qui se renforce grâce à son « rôle d'arbitre entre des fractions aux intérêts contradictoires et parfois divergents⁶⁷ » des élites. Cette coïncidence découle plutôt d'une perception commune, de l'élite et de l'État, des impacts de l'émigration, qui « va à l'encontre de l'idéologie, des représentations et de la « culture politique » véhiculées par le régime depuis les années 1930, et met en péril les intérêts de certains segments sociaux qui

⁶¹ *Ibid.*, p. 210.

⁶² *Ibid.*, p. 24.

⁶³ *Ibid.*, p. 244.

⁶⁴ *Ibid.*, p. 249.

⁶⁵ Victor Pereira, *La dictature...*, *op. cit.*, p. 10.

⁶⁶ *Ibid.*, p. 42.

⁶⁷ *Ibid.*, p. 33.

soutiennent la dictature⁶⁸ ». Toutefois, Victor Pereira sait voir que l'équilibre des rapports de force au sein de l' « élite économique, sociale et politique » change au fil du temps. L'auteur observe notamment que les secteurs « modernisateurs » deviennent progressivement dominants à l'intérieur du régime, ce qui, pour l'émigration, signifie le passage d'une posture d'hostilité typique des élites conservatrices, et d'hégémonie de leur vision mercantiliste, à une posture de tolérance frictionnelle qui voit l'émigration comme une « source de recettes » subordonnée à un projet de développement économique plus vaste. Parmi les mérites de cet ouvrage, on trouve le souci de mobiliser une multiplicité de supports de la mémoire et la volonté de rompre avec la « pensée d'État », obstacle épistémologique qui consiste à reprendre de manière subreptice « les catégories de pensée produites et garanties par l'État⁶⁹ ». Cette rupture avec le « stato-centrisme » de l'historiographie de l'*Estado Novo* conduit à élargir la surface de la recherche pour inclure également les pratiques des émigrants, surtout ceux des classes populaires qui étaient moins enclins à exprimer publiquement leurs frustrations, leurs intérêts et leurs aspirations. De son côté, le livre d'Alice Ingerson offre d'importants éléments historiques pour comprendre la territorialisation de l'intervention de l'État. Réalisées à l'origine entre 1980 et 1982, ces recherches, publiées maintenant en portugais, rendent accessibles aux chercheurs portugais d'importants éléments de compréhension des relations entre les classes populaires et l'*Estado Novo*, étudié lui-même à partir du niveau de la bureaucratie des plus bas échelons⁷⁰. En ce sens, il est nécessaire de « regarder au plus près » l'expérience sociale née de la rencontre entre des ouvriers d'une région industrielle portugaise, située dans un contexte territorialisé précis, la vallée du Ave, avec les fonctionnaires régionaux du système corporatif. Cette recherche se singularise par la sélection qu'elle réalise entre plusieurs fonds documentaires : les « contes » publiés par le Parti communiste portugais (PCP) dans sa presse clandestine afin d'instruire et de représenter les ouvriers ; les « lettres » que les ouvriers (et les employés) envoyaient aux fonctionnaires pour échanger des « demandes », des « faveurs » ou des « accusations » (lettres consultées dans les archives de l'Institut national du Travail et de la Prévoyance de Porto et de Braga) ; les « conversations » réalisées avec les ouvriers, au début des années 1980, sur le souvenir de l'*Estado Novo*.

L'auteure va enregistrer, à partir de ces multiples sources, les successives tentatives de corporativisation des classes laborieuses locales. La transformation des ouvriers en « travailleurs corporatifs » qui se trouveraient en harmonie avec la vision du monde de l'*Estado Novo* a rendu nécessaire, pour commencer, la re-socialisation d'ouvriers qui avaient une origine paysanne et qui étaient installés dans des communautés où subsistait un mode de domination traditionaliste. Face au paternalisme natif de ces travailleurs, l'État voulait promouvoir l'image d'une communauté sous sa tutelle. Les tentatives de corporativisation exigeaient la délégitimation (et délégalisation) corrélative des tentatives inverses de prolétarianisation de ces mêmes ouvriers alors réalisées par le PCP. Dès le début, Alice Ingerson constate la pertinence de la fracture entre le « savoir local » que les ouvriers mobilisent pour appréhender et interpréter leur monde et les visions intellectuelles du monde qui étaient avancées, d'un côté, par l' « idéologie de l'*Estado Novo* », qui

⁶⁸ *Ibid.*

⁶⁹ Pierre Bourdieu, *Raisons pratiques. Sur la théorie de l'action*, Paris, Seuil, 1994, p. 101.

⁷⁰ Pour d'autres recherches sur ces « rencontres », voir Vincent Dubois, *La vie au guichet. Relation administrative et traitement de la misère*, Paris, Économica, 2008.

tentait, par des moyens coercitifs et persuasifs, d'imposer le « familialisme corporatif » comme schéma de régulation des entreprises et des services publics en remplacement des notions de « classe » ou de « lutte des classes » et, d'un autre côté, par l' « idéologie de gauche » qui tendait à penser les travailleurs de la vallée du Ave comme porteurs d'une « fausse conscience⁷¹ ». À l'inverse de ce que pensaient l'État et le PCP, instances politiques qui prétendaient être les représentantes légitimes des ouvriers, c'est justement l' « ambiguïté » et l' « ambivalence » qui constituaient la « stratégie politique » la plus attractive et réaliste pour ces ouvriers.

Pour le PCP, comme le racontent les nouvelles publiées dans ses journaux clandestins, « ses lecteurs pouvaient mieux défendre leurs familles en s'opposant à leurs employeurs et à l'*Estado Novo* plutôt qu'en acceptant la métaphore corporative de la famille patriarcale comme modèle pour les rapports de classe et politiques⁷² ». Cette stratégie de prolétarianisation des ouvriers correspond aux impératifs de mobilisation du PCP, qui veut rendre visible la « classe » et les « oppositions de classe » sur lesquelles s'appuient sa rhétorique et sa « mission historique ». En sens contraire, le PCP étouffe les autres lignes internes de division parmi les travailleurs, comme les différences d'âge ou de genre⁷³. Pour cela, les écrits communistes procèdent à une re-translation qui transforme les petites actions de résilience ou d'aversion des travailleurs, habituellement motivées par leur « version non-corporative du familialisme », en mouvements de « classe » et en opposition « politique » à l'*Estado Novo*. De leur côté, les bureaucrates locaux cherchaient à imposer l' « antériorité des liens familiaux vis-à-vis de la loyauté de classe⁷⁴ » et, ainsi, de promouvoir la transformation des entreprises en communautés de réciprocité entre ouvriers et patrons, suggérant une « base morale des rapports de classe corporatifs – déférence, travail acharné et obligations familiales⁷⁵ ».

Dans le prolongement de l'option pour une « histoire conversationnelle », il est possible à Alice Ingerson de connaître « la manière dont les ouvriers comprenaient et parlaient sur l'histoire récente de la vallée du Ave dans leurs propres mots, quand ils ne tentaient pas d'obtenir une faveur ou d'éviter des punitions de leurs employeurs ou du gouvernement⁷⁶ ». De cette manière, avec la connaissance des manières de penser et d'agir qui sont énoncées par les ouvriers et qui sont occultées par les manières de voir légitimes et à cause de la situation de (auto-)censure dans laquelle se trouvent les classes populaires⁷⁷, nous disposons d'un complément à la lecture des documents écrits créés par des instances politiques extérieures, qui prétendaient représenter et prescrire la « nature » des classes populaires. Dans cette recherche, comme dans d'autres⁷⁸, l'histoire orale permet d'interroger explicitement les sens qui sont contraires à l'inscription scripturale, elle permet aussi l'accès à des comportements de membres de communautés populaires placées en situation de subalternité et elle révèle la pluralité des déterminations sociales, économiques et

⁷¹ Alice Ingerson, *Contos, cartas e conversas : três histórias de família e de classe no Vale do Ave*, Porto, Instituto de Sociologia, 2012, p. 5.

⁷² *Ibid.*, p. 9.

⁷³ *Ibid.*

⁷⁴ *Ibid.*, p. 37.

⁷⁵ *Ibid.*, p. 38.

⁷⁶ *Ibid.*, p. 50.

⁷⁷ À ce propos, sur le cas des « employées domestiques », voir Inês Brasão, *O tempo das criadas. A condição servil em Portugal (1940-1970)*, Lisboa, Tinta da China, 2012.

⁷⁸ En particulier, Paula Godinho, *Memórias da resistência rural no Sul. Couço (1958-1962)*, Oeiras, Celta Editora, 2001.

culturelles qui pèsent sur les styles d'énonciation et sur les mécanismes d'expression de la mémoire parmi les classes populaires. Dans le livre d'Alice Ingerson, nous avons l'opportunité de voir les classes populaires qui ne sont pas réduites à des récipients vides, ou à des supports passifs, face aux initiatives de l'État. Au contraire, il devient possible de voir comment leurs représentations et leurs pratiques, étant donné leurs conditions objectives d'existence, mélangent, instrumentalisent ou contournent les prescriptions des instances légitimes en ce qui concerne leur propre image⁷⁹. Cette recherche montre, ainsi, que les ouvriers ne sont pas de simples spectateurs de l'opposition entre des visions du monde érudites. Soulignant la résilience de leurs croyances et de leurs convictions face aux tutelles politiques, elle décrit la variété des tactiques qu'ils mobilisent pour les manipuler selon les marges de manœuvre du moment.

Les transactions avec les « laïcs » : études sur les interactions entre bureaucrates, classes populaires et élites locales

Dans son étude sur les « conditions de production, de commercialisation et consommation du vin commun », Dulce Freire interroge l'intersection historique entre le « fonctionnement des marchés internationaux », notamment les incidences internes de la Grande Dépression ; l'action de l'État, qui a « multiplié les mesures promulguées et, à travers l'intervention dans l'économie, a développé des formes de consolidation du pouvoir politique » et, enfin, les modalités d'action et de réaction qui ont été mobilisées par les segments de la société impliqués par le circuit du « vin » comme marchandise⁸⁰. Ce circuit de marchandisation du vin comprenait un réseau d'acteurs sociaux qui allait des propriétaires impliqués dans la préparation du vin jusqu'aux consommateurs finaux de cette boisson, en passant par les circuits de commercialisation et de promotion du vin et par les dispositifs des organismes corporatifs. C'étaient ces réseaux qui jouaient le rôle d'intermédiaire dans les relations entre le marché, les appareils étatiques et les consommateurs dispersés à travers l'Empire portugais. La recherche de Dulce Freire montre que les paramètres du « pays vinicole » ne sont pas exclusivement « climatiques », même s'ils bénéficient beaucoup de l'apparence de certaines oppositions coutumières, comme celles qui séparent le « Nord » et le « Sud ». On voit clairement que ce furent les intérêts locaux et régionaux des « seigneurs du vin », liés à des variétés de vins ou spécialisations productives diverses, qui ont motivé les luttes autour du tracé et de la légitimation des régions de la viticulture portugaise – qui pouvaient être sanctionnées par la loi, comme c'était le cas des « appellations d'origine ». Bien qu'ils invoquent habituellement des critères d'authenticité, comme le sol ou le cépage, ces luttes pour les frontières tendaient surtout à être guidées par des critères qui appuyaient les aspirations des « seigneurs de la vigne » régionaux qui désiraient s'approprier et conserver leur privilège et leur autorité. Les incompatibilités en termes matériels et symboliques entre les acteurs de la viticulture étaient ainsi socialement structurés – et en aucun cas « naturels ». Ces rivalités n'empêchaient pas la concertation de ces acteurs avec les intérêts plus larges d'une « élite ruraliste conservatrice », qui était provisoirement et conditionnellement unifiée face aux « seigneurs de l'industrie » ou aux « seigneurs du blé ». Leur virulence particulière, d'autant plus élevée qu'elle se basait sur des attentes et des intérêts partiellement concurrents, a motivé la

⁷⁹ Alf Lüdtke, « A grande massa... », *op. cit.*

⁸⁰ Dulce Freire, *Produzir...*, *op. cit.*, p. 19-20.

création et l'intervention des organismes corporatifs ou de coordination économique afin de « moraliser » ce secteur, le soumettant au « bien commun » et aux « intérêts supérieurs de la nation⁸¹ ».

Dans l'ouvrage de Victor Pereira, on trouve l'illustration de l'« aporie de l'*Estado Novo* » par excellence. Le régime prétendait respecter un légalisme rigoureux et strict, apparemment confirmé par une législation pléthorique, alors que prédominait le pouvoir discrétionnaire de fonctionnaires qui interprétaient la loi à leur convenance ou qui, en dépit des changements ou des innovations introduits constamment dans les réglementations, faisaient preuve d'inertie (rendant ainsi la loi caduque). L'option pour l'émigration « illégale » ou « clandestine » se révèle plausible et probable, et non pas une anomalie, si nous prenons en compte ces contraintes et insuffisances de l'*Estado Novo*. En termes plus précis, cela implique d'étudier les « multiples interactions entre les agents de l'État, les migrants et les passeurs⁸² ». De cette manière, on prend conscience du circuit complet de la production de l'émigration, qui unit des « communautés de départ » et des « communautés d'arrivée » par le biais d'une série de médiateurs. En outre, cela oblige à prendre en compte la plasticité des rencontres au cours desquelles ces acteurs se trouvaient ensemble. On trouve ainsi une suggestive interprétation de l'émigration clandestine qui, dorénavant, ne peut plus être vue comme une « lacune », une impuissance ou une panne de l'action publique mais qui ressemble plutôt à une « solution permettant [aux États] d'atteindre leurs objectifs et de dépasser leurs contradictions internes⁸³ ». Selon l'expression de Michel Foucault, il s'agit de mettre en œuvre une « gestion des illégalismes » comme solution pour instrumentaliser les potentielles tensions qui naissent entre la satisfaction des traditionnelles exigences clientélares des élites et l'impératif du maintien d'un métabolisme bureaucratique de l'État face aux émigrants. Le maintien d'une duplicité politique face à l'émigration apparaît comme fondamental pour l'*Estado Novo*.

Dans son travail, Alice Ingerson étudie les manières d'agir au travers de lettres, une option qui a été utilisée pour d'autres régimes politiques⁸⁴, contemporains ou non de l'*Estado Novo*. Les échanges écrits entre les travailleurs et les agents bureaucratiques permettent de voir les modèles de perception et d'appropriation avec lesquels les premiers percevaient les seconds, ou les instruments et les techniques de contrôle et de régularisation que les seconds appliquaient aux premiers. L'ensemble de ces pratiques est, comme le démontre Alice Ingerson, sensible au hiatus temporel dans lequel elles ont lieu, variant en fonction de l'état des rapports de force en vigueur. Au départ, dans les années 1930, les travailleurs ont dû « apprendre à jouer comme de bons corporativistes », utilisant de manière vraisemblable et flexible les métaphores familialistes du régime. En même temps, ils ont dû « apprendre à évaluer comment les conditions du marché et comment les politiques gouvernementales affectaient leur propre pouvoir économique⁸⁵ ». Les interactions immédiates – ou alors par le biais de correspondances – que les travailleurs maintenaient avec les syndicats nationaux ou avec l'Institut national du travail et de la prévoyance montrent ainsi l'importance de l'apprentissage progressif des « règles du jeu » corporatif tout au long

⁸¹ *Ibid.*, p. 10.

⁸² Victor Pereira, *La dictature...*, *op. cit.*, p. 252.

⁸³ *Ibid.*, p. 176.

⁸⁴ Sheila Fitzpatrick, *Everyday Stalinism. Ordinary Life in Extraordinary Times : Soviet Russia in the 1930s*, Oxford, Oxford University Press, 2000.

⁸⁵ Alice Ingerson, *Contos...*, *op. cit.*, p. 19.

de cette période. De plus, elles indiquent le lien existant entre les variations dans les usages populaires de l'écrit et les oscillations des rapports de pouvoir au fil du temps, lorsque « les travailleurs apprennent à utiliser la confrontation quand ils ont plus d'avantages dans le marché de l'emploi et à croire plus fortement dans les appels moraux et légaux quand le chômage est élevé⁸⁶ ». De cette manière, on peut remarquer que la révérence utilisée dans les lettres était un « outil », parmi d'autres, qui s'insérait « dans un répertoire qui incluait également les grèves et les manifestations⁸⁷ ». Cet aspect suggère également que les auteurs des lettres avaient « appris à jouer avec les sensibilités corporatives au travers de la combinaison de la moralité, de la loi et de la politique⁸⁸ ». Derrière une rhétorique corporative s'insinuaient des « menaces de force » qui, dans d'autres circonstances, seraient combattues comme, par exemple, quand on rappelait que l'« *Estado Novo* devait se protéger des excès des employeurs afin, précisément, de se protéger lui-même des éventuels excès des ouvriers⁸⁹ ».

En sens inverse, les fonctionnaires corporatifs, institutionnellement liés aux intérêts d'installation et de consolidation de l'*Estado Novo* et entraînés par l'instillation pratique de schémas d'action et de pensée en accord avec les principes idéologiques du régime, se voyaient contraints de faire face à des travailleurs qui, comme nous l'avons vu, « avaient appris à manipuler le langage de l'*Estado Novo* sur la famille et l'anticommunisme pendant la première décennie du régime⁹⁰ » et qui, de surcroît, savaient utiliser le « levier économique » du moment pour donner plus de force à leurs prétentions. Dans les années 1930 et 1940, des points de tension apparaissent parmi les prétentions des patrons qui désirent maintenir le circuit paternaliste d'échange de « faveurs », « pardon » et « gratitude » caractéristique de la région, tant face aux tentatives d'intrusion de l'État, qui cherchait alors à réglementer les secteurs industriels de l'économie locale, que face aux initiatives des ouvriers qui essayaient de rendre supportable le monde du travail. À une époque où les entreprises avaient besoin de tous les ouvriers dès qu'il y avait des matières premières disponibles, unique façon de pouvoir « bénéficier de prix élevés en temps de guerre pour les produits finis⁹¹ », les ouvriers ont compris et assimilé leur « pouvoir de négociation économique » pour obtenir des avantages. De leur côté, constate Alice Ingerson, « les représentants de l'*Estado Novo* ne se sentaient pas totalement capables de dicter le comportement des ouvriers et des employeurs dans les années 1940⁹² ».

Au cours des années 1950, des signes de changement apparaissent. D'un côté, la résistance ouvrière a su prendre les formes de supplique qui étaient acceptées, ou plutôt, préconisées par le régime. De cette manière, les ouvriers arrivaient, à l'occasion, à obliger les fonctionnaires à intervenir pour contrôler les employeurs, tant pour qu'ils conservent leurs prérogatives de fonctionnaires efficaces intactes, que pour montrer que les proclamations corporatives n'étaient pas totalement dénuées de réalité. C'est ensuite dans les années 1960 que la situation va changer de manière décisive. Les impacts locaux de l'émigration vers la France et l'Allemagne ainsi que la mobilisation militaire pour les « guerres coloniales » amènent la « balance du

⁸⁶ *Ibid.*

⁸⁷ *Ibid.*

⁸⁸ *Ibid.*, p. 21.

⁸⁹ *Ibid.*, p. 24.

⁹⁰ *Ibid.*, p. 29.

⁹¹ *Ibid.*, p. 31.

⁹² *Ibid.*, p. 33.

pouvoir économique » à pencher en faveur des ouvriers. Dorénavant, « plutôt que de se plaindre à la bureaucratie, les ouvriers abandonnent simplement leurs emplois⁹³ ». En réalité, le silence et l'impassibilité face à l'*Estado Novo* étaient déjà une tactique de préservation en soi, évitant les chocs avec les dispositifs de surveillance et de répression de l'hétérodoxie politique par l'*Estado Novo*. De son côté, la déférence pouvait guider le style d'écriture des lettres, qui utilisaient les récits idéologiques du régime pour faire pression sur les fonctionnaires corporatifs et les amener à appliquer les principes corporatifs énoncés dans les discours et les lois. Ces deux tactiques se conjuguèrent dans la concrétisation de stratégies d'ambivalence qui, selon les marges de manœuvre existantes, essayaient de profiter ou de maintenir des avantages accessibles. Or, à partir des années 1960, il devient encore plus compliqué pour le gouvernement de reconnaître l'« appui ironique⁹⁴ » des ouvriers. En faisant face aux dépositaires de l'autorité étatique ou patronale, les ouvriers se servaient explicitement de l'« ambiguïté » et de l'« ironie » comme « stratégies de survie », une flexibilité que l'historiographie en vigueur ne reconnaît pas toujours à cause de la simplification qu'implique la focalisation sur la « politique électorale » et la « politique publique »⁹⁵ qu'elle analyse. Refusant d'employer des expressions qui pourraient être comprises comme motivées politiquement et préférant des actions obliques, les ouvriers ont su, en compensation de la démobilisation politique imposée par l'État, se servir de comportements « ironiques » qui semblaient être « simultanément rebelles et inoffensifs⁹⁶ ».

Note finale : *Estado Novo*, au-delà des polémiques

Les routines et les présupposés qui traversent l'historiographie sur l'*Estado Novo* tolèrent assurément l'apparition de différences dans les regards sur le régime, comme on a pu le constater, en 2012, à l'occasion de la petite *Historikerstreit* des historiens portugais⁹⁷. Comme l'indique Yves Gingras, les controverses scientifiques peuvent tolérer l'existence de convictions communes, habituellement tacites, à l'ensemble des adversaires en présence, en premier lieu l'adhésion des débatteurs « à certains principes de civilité, mais aussi à leur respect des règles et dispositifs organisationnels qui gouvernent le milieu social auquel ils appartiennent⁹⁸ ». Ainsi il peut arriver que, sous la turbulence superficielle des polémiques, nous trouvions un privilège identique à celui octroyé aux textes canoniques ; textes qui sont vus, par option herméneutique, comme contenant des messages et seulement à l'occasion comme des vecteurs d'action, comme « actes de langage⁹⁹ ». À un autre niveau, nous trouvons la même réduction de la recherche à des personnalités ou à des événements

⁹³ *Ibid.*, p. 43.

⁹⁴ *Ibid.*, p. 46.

⁹⁵ *Ibid.*, p. 101.

⁹⁶ *Ibid.*, p. 32.

⁹⁷ Nuno Domingos, «Uma nação sem sociedade», dans Bruno Monteiro, Nuno Domingos (dir.), *Este país não existe. Textos contra ideias-feitas*, Porto : Deriva Editores / Le Monde Diplomatique, 2015, p. 58-68.

⁹⁸ Yves Gingras, « Introduction », dans Yves Gingras (dir.), *Controverses. Accords et désaccords en sciences humaines et sociales*, Paris, CNRS Éditions, 2014, p. 17.

⁹⁹ Quentin Skinner, *Visions of Politics*, vol. 1 : *Regarding Method*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002.

considérés comme « essentiels » (en tout premier lieu, la figure de Salazar). De la même façon, on constate un mépris semblable pour les réalités prosaïques et locales, bien que l'interrogation sur les circonstances structurelles et contextuelles qui appuient la « normalité¹⁰⁰ » amène d'importantes contributions à la connaissance des régimes autoritaires¹⁰¹. Nous pouvons également trouver la concession unilatérale de la centralité explicative à un seul plan d'action, que ce soit le plan de l' « économie », de la « politique » ou de la « culture », l'isolant par rapport à d'autres sphères d'activité. Face à ce modèle, les livres dont nous avons fait l'inventaire peuvent apparaître comme extravagants.

Au lieu de chercher à scruter la pléthore de publications réalisées sur ce thème, nous avons opté pour suivre la piste des voies innovatrices qui ont été récemment explorées pour dépasser les limitations à la compréhension, par l'historiographie portugaise, de l'État en plein *Estado Novo*. La série d'ouvrages présentés, dont nous avons intentionnellement réduit l'ampleur chronologique et la variété, a servi, en premier lieu, à mettre en évidence les solutions qui contestent les conceptions statiques et compactes des institutions et des collectivités qui ont intégré le cosmos de l'État, même lorsqu'elles sont liées à un régime politique avec des prétentions « organiques » comme l'*Estado Novo*. Au contraire, ces recherches explorent les virtualités d'une conceptualisation relationnelle de configurations particulières (comme le « monde du livre » ou le « monde du vin »). En deuxième lieu, nous pensons que les options méthodologiques appliquées dans ces recherches contrarient le textualisme et le légalisme qui s'insinue parmi les variétés historiographiques qui privilégient les sources écrites, les règles de la composition textuelle et les procédés herméneutiques comme modèles d'action historique¹⁰². Ensuite, ces travaux atténuent la tentation du « nationalisme méthodologique » qui s'exprime non seulement par l'enfermement de l'histoire dans les limites territoriales nationales (avec un évident préjudice pour la compréhension des interdépendances qui agissent de manière transnationale), mais aussi par le mépris de la singularité des systèmes de pouvoirs locaux et régionaux. En quatrième lieu, nous estimons que ces recherches peuvent aider à contrarier le point de vue céleste qui se centre sur les personnalités, les institutions et les textes « supérieurs » de l'État pour penser l'*Estado Novo*. La version qui réduit la logique de l'*Estado Novo* à la figure de Salazar constitue seulement un cas limite de ce type de pensée¹⁰³. Dans les travaux présentés, en contrepartie, nous pouvons observer en action les petits fonctionnaires, les classes populaires, ou les comportements prosaïques qu'on peut seulement comprendre par l'objectivation de contextes en action, situés et quotidiens. C'est consciemment que nous avons choisi de sélectionner des recherches qui prétendent exorciser ou

¹⁰⁰ Detlev Peukert, *Volksgenossen und Gemeinschaftsfremde : Anpassung, Ausmerze und Aufbegehren unter dem Nationalsozialismus*, Köln, Bund Verlag, 1982 ; Jeannette Madarasz, *Working in East Germany. Normality in a Socialist Dictatorship 1961-79*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2006.

¹⁰¹ Pour le cas portugais, voir Bruno Monteiro, « Reacender o fogo vivo. Normalidade, interações e rivalidades numa fábrica portuense (1939-1952) », *Cadernos de Ciências Sociais*, n° 28, 2015, p. 25-71.

¹⁰² Sur la critique du « textualisme », voir Geoff Eley, « Is all the World a Text ? From the History of Culture to the History of Society Two Decades Later », dans Gabrielle M. Spiegel (dir.), *Practicing History. New Directions in Historical Writing after the Linguistic Turn*, New York – London, Routledge, 2005, p. 35-60 ; Richard Biernacki, « Language and the Shift from Signs to Practices in Cultural Inquiry », *History and Theory*, n° 39, 2007, p. 289-310.

¹⁰³ Pour un cas similaire, Sheila Fitzpatrick, « A política como prática. Uma nova abordagem à história política soviética », dans Bruno Monteiro, Virgílio Borges Pereira (dir.), *A política em estado vivo*, Lisboa, Edições 70, 2013, p. 33-69.

réinventer des « habitudes de pensée » enracinées au sein de l'historiographie portugaise. Si l'explicitation des principaux courants qui traversent l'espace théorique de l'historiographie portugaise de l'*Estado Novo*, réalisée dans la première partie, nous a permis de saisir les routines de pensée dominantes, la présentation des potentielles lignes de recherche sur les instances étatiques du régime, réalisée dans la deuxième partie, possède une intention heuristique et vise à inciter la multiplication des tentatives pour dépasser les postulats (ou idées préconçues) qui se posent implicitement dans l'étude de l'*Estado Novo*.

Traduit par Victor Pereira

L'auteur

Bruno Monteiro est sociologue et chercheur post-doctorant, avec le soutien de la Fondation portugaise pour la science et la technologie (SFRH/BPD/85086/2012). Actuellement, il est membre de l'Instituto de Sociologia – Universidade do Porto, et de l'Instituto de História Contemporânea (Universidade Nova de Lisboa). Ses travaux portent sur la sociologie des classes sociales, en particulier les « élites », et la socio-histoire de l'action politique. Il a notamment publié *Homens industriais. Uma sociologia histórica das tomadas de posição do patronato português (1945-1974)* (FEAA, 2015) et co-dirigé, avec Virgílio Borges Pereira, *A política em estado vivo* (Edições 70, 2013) et *Os intelectuais europeus no século XX. Exercícios de objectivação sócio-histórica*, (Afrontamento, 2014).

Résumé

L'article présente une lecture critique sur la recherche historiographique menée au Portugal, depuis 2010, sur l'«*Estado Novo*». Il analyse plus particulièrement la place de l'État au sein du régime. L'auteur commence par définir les récents changements que connaît l'univers académique portugais, changements qui ont favorisé des réorientations intellectuelles dans l'historiographie du pays. Réalisant un inventaire critique des courants hégémoniques de l'historiographie portugaise contemporaine sur l'«*Estado Novo*», l'auteur introduit, ensuite, des travaux de recherche qui portent un potentiel de renouvellement pour ces études. Ces travaux explorent, notamment, la vision de l'État comme une « configuration de relations de pouvoir », l'action de l'État dans la manipulation et la construction des « problèmes » et les rapports entre les agents bureaucratiques et les classes populaires. L'article s'achève avec un appel à une posture autoréflexive sur les polémiques historiographiques.

Mots clés : « *Estado Novo* » ; Portugal ; pouvoir ; État ; réflexivité.

Abstract

“Thinking the State: A Rereading of Recent Historiography on the “Estado Novo” (2010-2015)”

This paper critically reviews the most recent Portuguese historiography on the “*Estado Novo*”. In particular, it examines the role of the state within the regime. The author begins by identifying recent changes within the Portuguese academic establishment that have contributed to an intellectual re-orientation of the country's historiography. After critically surveying the dominant currents of contemporary Portuguese historiography in regards to the “*Estado Novo*”, the author turns to consider recent research that has the potential to renew this field of study. Among other things, the research in question explores the vision of the state as a

Bruno Monteiro, « Penser l'État. Une relecture de l'historiographie récente sur l' "*Estado Novo*" (2010-2015) », *Histoire@Politique*, [en ligne], n° 29, mai-août 2016, www.histoire-politique.fr

“configuration of power relations”; the state’s action in manipulating the manner in which “problems”, things and persons are constructed; and the relationships between agents of the bureaucracy and the working classes. The article concludes by calling for the adoption of a reflexive stance in what regards historiographical “controversies”.

Key words : « *Estado Novo* » ; Portugal ; Power ; State ; Reflexivity.

Pour citer cet article : Bruno Monteiro, « Penser l'État. Une relecture de l'historiographie récente sur l' "*Estado Novo*" (2010-2015) », *Histoire@Politique*, [en ligne], n° 29, mai-août 2016, www.histoire-politique.fr.